

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/24/Add.3

15 novembre 1996

(96-4833)

Comité des marchés publics

Original: anglais

QUESTIONNAIRE SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION UTILISEES DANS LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Réponse de la Corée

La communication ci-jointe contient les réponses de la délégation de la Corée au questionnaire sur les technologies de l'information utilisées dans la passation des marchés publics qui figure dans le document GPA/W/24, daté du 22 août 1996.

REPONSES DE LA COREE AU QUESTIONNAIRE SUR
LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION¹

1. Les délégations pourraient-elles décrire brièvement les éventuelles dispositions qu'elles ont prises ou qu'elles prévoient de prendre pour introduire les technologies de l'information dans la passation des marchés publics? Si de telles dispositions ont été prises ou sont prévues, visent-elles les marchés qui relèvent de l'Accord de 1994? A tous les niveaux de gouvernement?

Avec le développement du projet VAN et sa diffusion par les pouvoirs publics, les informations sur les marchés relatives à certains organismes de passation des marchés sont fournies par l'intermédiaire du système GINS (Services de réseau d'informations Goldstar).

- Ceci n'inclut pas les marchés de l'ensemble des organismes de passation des marchés visés dans l'Accord. Le système fournit des informations sur les marchés passés par l'Office des approvisionnements, le Bureau des achats des armées du Ministère de la défense, la Société coréenne du logement, la Société coréenne du métro, la Société pour la mise en valeur des terres, Korea Telecom, KEPCO, et certaines administrations locales.

2. Quelle(s) fonction(s) les technologies de l'information rempliraient-elles dans de tels systèmes et qui en seront les utilisateurs?

Les fonctions et utilisateurs des technologies de l'information sont les suivants:

- Fonctions: notification des possibilités de marchés en ce qui concerne les produits et la construction d'équipements, notification des adjudications de marchés, législation relative aux appels d'offres, plans d'achats annuels.
- Utilisateurs: entités contractantes, fournisseurs.

3. Les délégations pourraient-elles décrire les aspects techniques des systèmes utilisés ou prévus? En particulier pour ce qui concerne l'infrastructure/matériel-logiciel et ses options/normes?

n.d.

4. Les délégations pourraient-elles indiquer les éventuelles limites à l'accès aux informations disponibles et à l'utilisation de systèmes? Quelle est l'étendue de l'accès potentiel pour les fournisseurs intéressés? Quelles sont les possibilités d'accès pour les fournisseurs d'autres pays signataires? Quels peuvent être les obstacles à l'accès pour les fournisseurs d'autres pays signataires?

Il n'y a pas pour les fournisseurs intéressés de limites à l'accès au système lorsqu'ils utilisent des ordinateurs personnels équipés de modems. Cependant, ceux-ci doivent être dotés d'un numéro d'enregistrement dans le système GINS, qui utilise un programme d'ordinateur en langue coréenne.

¹Prière de tenir compte du fait que les questions ne relèvent pas toutes de la compétence de l'Office des approvisionnements. Le présent document ne contient que les réponses aux questions qui ont trait au système GINS, réseau de télécommunication à valeur ajoutée.

5. Pour les Parties qui utilisent des bases de données indiquant les possibilités de marchés publics:

i) Quels sont les noms de leurs bases de données?

GINs.

ii) Depuis combien de temps les bases de données fonctionnent-elles et combien de fournisseurs les utilisent?

La base de données fonctionne depuis sept ans et est utilisée par 1 400 fournisseurs.

iii) Les fournisseurs qui utilisent ces systèmes doivent-ils payer une redevance? Dans l'affirmative, quel est le montant de cette redevance et que comprend-elle?

Ils doivent payer une redevance mensuelle de 33 000 won, qui inclut la taxe sur la valeur ajoutée.

iv) Les fournisseurs peuvent-ils obtenir la documentation relative aux appels d'offres par voie électronique? Dans l'affirmative, comment?

Pas pour le moment.

v) Comment les informations figurant dans les bases de données sont-elles organisées?

Elles sont recueillies par une société privée, LG Information Telecommunications.

vi) Les bases de données ont-elles d'autres caractéristiques?

La base de données est également dotée d'une fonction de courrier électronique (E-mail).

vii) Quel est approximativement le nombre de possibilités de marchés publics qui sont indiquées chaque année dans les bases de données?

Le nombre approximatif de possibilités de marchés publics indiquées chaque année dans la base de données est d'environ 7 000. Ce chiffre ne couvre que les avis d'appels d'offres de l'Office des approvisionnements.

viii) Les systèmes sont-ils gérés par les pouvoirs publics ou par une société privée?

Le système est géré par une société privée, LG Information Telecommunications.

ix) Les bases de données des Parties peuvent-elles être interrogées en utilisant des normes internationales telles que le langage d'interrogation normalisé (SQL)?

n.d.

x) Les avis qui doivent être publiés en vertu des articles IX et XVIII:1 de l'Accord - dans le cas des entités énumérées aux annexes 1, 2 et 3 - figurent-ils tous aussi dans les bases de données? Si tel est le cas, ces avis contiennent-ils au moins les renseignements minimaux qui doivent être publiés en vertu des articles IX et XVIII:1?

Les avis qui doivent être publiés en vertu de l'Accord ne figurent pas tous dans la base de données. Parmi les renseignements minimaux qui doivent être publiés en vertu des articles IX et XVIII, la base de données comprend les rubriques suivantes dans le système GINS:

a) Avis d'appel d'offres:

- type et nombre de produits mis en adjudication, et nom de l'entité contractante;
- procédure à suivre pour participer à l'appel d'offres;
- date de livraison;
- période d'enregistrement pour les sociétés habilitées à participer à l'appel d'offres;
- sociétés habilitées à participer à l'appel d'offres;
- numéro de téléphone de l'entité contractante par l'intermédiaire de laquelle les documents relatifs à l'appel d'offres peuvent être obtenus.

b) Avis d'adjudication de marché:

- type, nombre et nom des produits pour lesquels le marché est adjugé;
- entité contractante;
- date de l'adjudication;
- nom de la société à laquelle le marché est adjugé;
- montant en dollars de l'adjudication.

xi) Comment les avis visés par l'Accord sont-ils identifiés?

Il n'existe actuellement pas de code particulier dans la base de données permettant de déterminer si les avis sont visés ou non par l'Accord.

xii) Dans quelle mesure chaque type d'avis figurant dans les bases de données se conforme-t-il à une structure normalisée?

n.d.

xiii) Une classification particulière est-elle utilisée dans ces avis pour décrire les achats et, dans l'affirmative, quelle est-elle?

n.d.

xiv) Lorsque des bases de données ne sont pas établies dans une langue officielle de l'OMC, dans quelle mesure les avis et les renseignements sont-ils résumés dans une langue officielle de l'OMC?

A l'heure actuelle, le système GINS ne fournit de renseignements que dans la langue coréenne.

6. Pour les Parties qui s'engagent dans la voie du commerce électronique:

i) Prière de fournir des renseignements complets sur les projets et plans s'agissant du commerce électronique.

La Corée pratique le commerce électronique en utilisant l'EDI (échange de données informatiques) dans le domaine du commerce extérieur, mais elle n'y a pas eu recours dans le secteur des marchés publics, et il n'a pas encore de plan pour l'y introduire.

ii) Les Parties qui ont l'expérience du commerce électronique pourraient-elles fournir des renseignements sur les enseignements qu'elles tirent de son utilisation?

n.d.